



Les pratiques culturelles et les bibliothèques vues de Paris

JEAN-CLAUDE UTARD

Service des publics et du réseau
Bureau des bibliothèques de Paris
jean-claude.utard@paris.fr

Jean-Claude Utard est conservateur général des bibliothèques. Exception faite d'un détachement où il a participé à la création de Médiadix, il a fait l'essentiel de sa carrière à la Ville de Paris, où il a dirigé divers établissements. Il a été inspecteur des bibliothèques de Paris avant de prendre la direction du Service des publics et du réseau chargé des services aux publics, de l'action culturelle et des constructions et rénovations.

En 2003, le *Bulletin des bibliothèques de France* donnait la parole à plusieurs éminents collègues qui s'interrogeaient sur la stagnation de la fréquentation de leurs établissements. Et Yves Alix, avec distance, adoptait un point de vue parisien, quoique franchissant parfois le périphérique¹. Vraisemblablement, la fonction crée l'interrogation : ayant repris les attributions que celui-ci remplissait à l'époque, j'avoue que ma première motivation de lecture de cette nouvelle édition des pratiques culturelles fut d'aller y chercher des éléments de comparaison et d'explication de la situation parisienne².

Ma lecture initiale a donc été totalement intéressée. Grand utilisateur des requêtes statistiques sur les prêts, les inscriptions et tout ce que peut fournir un SIGB³, proluxe éditeur de rapports d'activité, le service que je dirige se nourrit largement d'enquêtes externes. En effet, chacun le sait, compter ne suffit point. Il faut comparer et expliquer, relever les facteurs et les modalités qui interfèrent sur la fréquentation, trier entre les explications endogènes (l'état des lieux et des bibliothèques de sa collectivité) et les causes exogènes (les comportements culturels généraux et leurs évolutions). Paris a beau être unique, les Parisiens s'inscrivent néanmoins dans des évolutions et pratiques nationales.

Par un extraordinaire hasard, l'enquête des pratiques culturelles a été effectuée entre novembre 2007 et février 2008, juste avant que le réseau parisien commence sa mutation, cinq nouvelles bibliothèques ouvrant entre février 2008 et décembre 2008. Voilà qui donnait un terrain d'observation intéressant : comment allaient s'articuler les évolutions générales constatées par l'enquête et les incidences que pourrait – ou non – apporter une politique de lecture publique ? Y avait-il moyen justement de distinguer des évolutions internes et externes ?

Le second objectif de ma lecture, assez proche du premier ou le recoupant, était de voir comment cette enquête allait parler de l'épineuse question de la fréquentation des équipements publics et surtout de celle des bibliothèques. La précédente enquête de 1997 avait révélé une importante augmentation de la fréquentation de nos établissements. Mais c'était avant, ou presque, l'apparition d'internet. Dès le début des années 2000, nombre de rapports statistiques constataient une stagnation de nos inscrits ou de nos prêts, et la profession s'interrogeait. Si l'enquête du Crédoc, en 2005, avait relevé notre moral, les résultats étaient presque trop beaux pour qu'on puisse les croire. En tout cas, nombre de sociologues et bibliothécaires les contestaient, et nombre de rapports d'évaluation les démentaient.

Mon troisième intérêt portait sur l'extraordinaire développement du média internet, intervenu depuis 1997. Comment l'enquête allait pouvoir mesurer l'influence de celui-ci sur les comportements des Français. D'ores et déjà, pouvait-on en percevoir des

1. Yves Alix, « La stagnation de la fréquentation des bibliothèques municipales, vue de la ville de Paris », *BBF*, 2003, n° 1, p. 85-88.

2. Olivier Donnat, *Les pratiques culturelles des Français à l'ère numérique : enquête 2008*, La Découverte/Ministère de la Culture et de la Communication, 2009.

3. Système intégré de gestion de bibliothèque.

effets flagrants ? Existait-il un lien, par exemple, avec la fréquentation des bibliothèques ?

Enfin, dernier élément – et non le moindre – de ma curiosité : comme tout professionnel très désireux de trouver des réponses, ne serait-ce que pour affirmer haut et fort devant les élus de ma collectivité que les bibliothèques ont un avenir, que pourrais-je faire de toutes ces données ? Y trouverais-je autre chose que des schémas explicatifs de la réalité ? La prudence interprétative du sociologue s'efface vite devant la quête du praticien de solutions et de schémas de développement. À Paris, outre le réseau à faire fonctionner et évoluer, quatre établissements doivent être créés d'ici 2014, et d'autres devraient suivre. Point question donc de baisser les bras devant quelque « vile » statistique.

La fréquentation, baisse ou stabilité ?

Je commencerai par le second de mes objectifs. La nouvelle édition de cette enquête, las !, confirme le sentiment de nombre de responsables de bibliothèques : celles-ci « ont connu un léger tassement de leur fréquentation [...] : 28 % des Français s'y sont rendus au moins une fois au cours des douze derniers mois contre 31 % onze plus tôt⁴ ». Auparavant, dans le chapitre consacré à la lecture de la presse et de livres : « la proportion d'inscrit en bibliothèques et médiathèques a elle aussi légèrement fléchi (19 % contre 21 %) ⁵. »

Petit aparté : je suis quelque peu surpris de constater que le taux des inscrits figure dans un chapitre et un tableau (tableau 38) consacré au livre, alors même qu'on parle de médiathèque et que la fréquentation (tableau 44, p. 176) évoque la consultation ou l'emprunt de journaux, de disques, de vidéos (multipliée par trois entre 1997 et 2008) et cédéroms, mais pas la consultation de postes internet. Est-ce l'inconscient du sociologue qui parle ? À l'image, corrigeons, d'une bonne partie encore du public : biblio-

thèque = livres. Et l'emploi du terme médiathèque n'existe que pour faire joli et moderne ! Un signifiant pour la connotation, mais sans signifié. Olivier Donnat, dans sa présentation générale, évoquait « un cadre d'analyse à (ré)interroger ». Il me semble que cet aspect entre dans ce cadre : comment prendre en compte les pratiques de lecture numérique en bibliothèque ? Nous avons tous vécu, à certains moments, des situations où la « salle de lecture » est saturée de lecteurs, tous plongés dans leurs ordinateurs, affairés à lire en ligne, à côté de rayons d'ouvrages déserts, où ne se cache qu'un utilisateur de téléphone portable en pleine communication. Et maintenant que les bibliothèques proposent à leurs usagers des ressources numériques à distance, n'y a-t-il pas une nouvelle forme d'usager à repérer ? Non inscrit, non utilisateur du lieu physique, mais utilisateur du site internet.

Bref, cette baisse de 2 % des utilisateurs témoigne plus d'une très grande stabilité, alors même que les conditions d'accès à l'information (pensons à la recherche documentaire) ont radicalement changé. Par des temps de fluctuations économiques violentes, cette baisse, si elle s'avère réelle, est toute relative et, comme l'écrit Olivier Donnat, « la prudence s'impose au moment de commenter ce léger recul, compte tenu de sa faible ampleur⁶ ». Néanmoins, l'enquête repère que cette baisse est plus sensible dans certaines catégories de population qui comptent le plus d'internautes, ce qui pose problème.

Paris s'éveille !

L'enquête sur les pratiques culturelles a été réalisée juste avant que ne s'ouvrent de nouvelles bibliothèques parisiennes. Par ailleurs, l'ensemble du réseau parisien a fait l'objet d'une importante modernisation : d'anciens équipements ont été entièrement renouvelés, des postes multimédias ont été installés dans tous les établissements, des connexions wi-fi déployées, et enfin un nouveau SIGB a été mis en

service en janvier 2009. Peut-on croiser l'observation pratique des effets induits par cette offre nouvelle et les données plus générales de l'enquête ?

Olivier Donnat rappelle l'exception parisienne : la fréquentation des équipements culturels y est plus importante que partout en France et elle s'est même accentuée : 60 % des Parisiens intra-muros en ont une fréquentation régulière ou habituelle (ils n'étaient que 49 % en 1997, et la moyenne nationale n'est que de 22 %). Il existe évidemment une corrélation entre cette fréquentation et une offre plus abondante qu'ailleurs, sauf dans un domaine : « l'avantage que représente le fait d'habiter Paris apparaît limité dans le cadre des bibliothèques⁷ », au contraire du cinéma, du spectacle vivant ou des expositions.

Cette phrase laisse ouverte l'interprétation. Serait-ce une insuffisance de l'offre ? Ce serait peu crédible, car l'enquête porte sur tous les types de bibliothèques et Paris possède de très grands établissements comme la Bibliothèque nationale de France ou la Bibliothèque publique d'information, sans parler des bibliothèques universitaires ou spécialisées. Par ailleurs, si 72 % des Français de plus de 15 ans ne se sont jamais rendus dans une bibliothèque au cours de douze derniers mois, ce chiffre chute à 57 % des Parisiens. Quand 7 % des Français se rendent au moins une fois par semaine dans une bibliothèque, 14 % des Parisiens le font⁸. Les Parisiens fréquentent donc les bibliothèques, mais ils le font un peu moins qu'ils ne vont dans d'autres équipements culturels : ils ne sont par exemple que 48 % à n'avoir pas visité une exposition artistique au cours des douze derniers mois. Est-ce parce que les bibliothèques se trouvent dans un environnement culturel plus concurrentiel que dans d'autres villes ? Ou est-ce pour une autre raison ? Parce que le réseau municipal n'a pas encore atteint une visibilité suffisante ? Ou parce que les Parisiens anticipent des évolutions culturelles plus profondes ?

Si je me recentre sur le réseau des bibliothèques dépendant de la Ville de

4. *Op. cit.*, p. 163.

5. *Op. cit.*, p. 153.

6. *Op. cit.*, p. 176.

7. *Op. cit.*, p. 172.

8. *Op. cit.*, tableau p. 178.

Paris, il n'en demeure pas moins que l'offre est effectivement inférieure, en mètre carré par habitant, à celle des autres grandes villes, voire à la moyenne nationale, et que le pourcentage des inscrits dans le réseau municipal n'atteint pas les 19 %, puisqu'il n'était que de 13,9 % en 2007, en y incluant tous les âges. Mais il est passé à 14,5 % en 2008. Et le nombre de visites est passé de 7,1 millions d'entrées à 7,6 millions.

Ces deux éléments renvoient à une double réalité : d'un côté, le réseau parisien est particulièrement vulnérable à des éléments d'évolution générale qu'il anticipe même ; de l'autre, il est fort dépendant de ses services et de son offre, et une modification de celle-ci a des répercussions immédiates.

Comme de nombreuses bibliothèques en France ou ailleurs, ce réseau a connu une stagnation de ses prêts et de ses inscrits, voire une régression de ceux-ci entre 2003 et 2007. Le prêt des imprimés a résisté, mais le « panier moyen » a légèrement baissé. Le prêt des fictions s'est maintenu, grâce à la bande dessinée et au manga, mais le prêt des documentaires a chuté (-16 % entre 2003 et 2007). Et surtout, le prêt des CD, qui était un des éléments forts de ce réseau, a considérablement décliné : en 2008, les emprunteurs de CD ne représentaient plus que 50 % de ceux de 2003. La concurrence d'internet pour la documentation et l'offre de musique dématérialisée expliquent ces tendances d'autant plus fortement que les Parisiens sont globalement très bien équipés. L'écroulement du nombre d'emprunteurs de CD est ainsi une caractéristique très accentuée à Paris par rapport à d'autres villes. À l'inverse, le nombre des emprunteurs de DVD a été démultiplié, comme partout en France, mais ce fait correspond tout simplement à la création de fonds de DVD conséquents.

Si d'autres aspects mis en avant dans l'enquête sur les pratiques se retrouvent à l'identique (déclivage lors de l'entrée dans la vie active, surreprésentation des femmes dans le public, etc.), il est cependant difficile de juger de la fréquentation des équipements culturels parisiens sans étudier leur offre et leur répartition sur le territoire.

De ce point de vue, le public parisien est paradoxal : un inscrit a accès à tout le réseau, mais si un tiers du public fréquente plusieurs bibliothèques, deux tiers n'en fréquentent qu'une seule. Lors de la fermeture d'une bibliothèque pour rénovation, seule une minorité de son public se reporte sur les équipements voisins. À l'heure où internet permet d'accéder au monde entier, la proximité demeure l'élément primordial pour se rendre à la bibliothèque. Pour la majorité des Parisiens, celle-ci doit rester à distance « marchable » de leur domicile, et il semble donc qu'une bonne couverture géographique du territoire parisien demeure une donnée de base pour toucher le public.

Dans le même temps, cette situation est loin d'être totalement vraie. Les nouveaux équipements parisiens sont plus grands, même si leur taille demeure encore modeste en comparaison d'autres villes, coût du foncier parisien aidant. Surtout, ces nouvelles bibliothèques présentent des volumétries de collections contrôlées laissant une large place aux espaces de lecture et de consultation et aux postes internet. Ils ont enfin une image moderne et... confortable. L'évolution de 2007 à 2008 par catégories socioprofessionnelles est, par exemple, le résultat des ouvertures nouvelles, et principalement celle de la médiathèque Marguerite Yourcenar. La progression la plus remarquable se fait chez les étudiants (+17,2 %), population qui avait chuté les années précédentes. Ce retour des étudiants est lié à deux aspects : une offre de places de travail et une offre d'accès à internet (par le multimédia ou le wi-fi) et il témoigne des effets de la modernisation des bibliothèques. Cet attrait de certaines tranches d'âge ou catégories socioprofessionnelles vers tel type de bibliothèque, qu'on voit se confirmer en 2009 et 2010, explique les évolutions très contrastées selon les bibliothèques : certaines sont en baisse constante, d'autres croissent au détriment des premières. Certaines correspondent aux besoins et usages actuels, d'autres à des pratiques déclinantes, lorsque par exemple elles ne sont centrées que sur le prêt, ou que, tout simplement, elles présentent un caractère un peu désuet. Une bonne

desserte doit donc intégrer une offre et une image modernes correspondant aux attentes actuelles, et il existe donc des migrations de tel type d'établissement vers tel autre. Dans certaines bibliothèques, le public jeune ou actif a le sentiment d'être au cœur du monde d'aujourd'hui, dans d'autres celui de visiter un cabinet de lecture. Dès que le choix est possible, le public « vote avec ses pieds ».

Internet, la culture des écrans et l'approche générationnelle

S'il existe un changement notable entre cette enquête et les précédentes – tous les commentateurs le notent –, c'est l'avènement du tout-numérique, et l'apparition d'une nouvelle génération naturellement portée vers une culture de l'écran. Olivier Donnat insiste donc sur l'impact de la révolution numérique sur les pratiques culturelles, impact d'autant plus fort qu'on quitte le niveau général de l'enquête et qu'on s'intéresse plus spécifiquement aux comportements des jeunes générations (p. 206 et suivantes).

Il constate la montée en puissance de la culture des écrans : ceux-ci sont pour les moins de 30 ans le support privilégié de leur rapport à la culture et ils permettent et accentuent « la porosité entre culture et distraction, entre le monde de l'art et ceux du divertissement et de la communication ». Le caractère multitâche de l'ordinateur et les équipements portables permettent à la population jeune de vivre sa vie quotidienne dans un bain musical et une culture audiovisuelle plus ou moins permanents, ce qui renforce la multi-activité sur écran (j'écoute de la musique en même temps que je lis et écris et dialogue avec mes amis grâce à la messagerie instantanée) et opère une indistinction entre sphère intime et sphère publique. La lecture sur écran prend le pas sur la lecture des livres, car les jeunes d'aujourd'hui lisent moins de livres que leurs aînés au même âge. Enfin, internet et les réseaux sociaux ont profondément transformé le paysage culturel en cassant la coupure entre consommateurs et pro-

ducteurs, et ont permis l'émergence de nouvelles formes d'expression mais aussi de nouveaux modes de diffusion des contenus culturels.

Bref, la génération des moins de 30 ans, qui a grandi avec les portables, les ordinateurs et internet à haut débit, est « la génération d'un troisième âge médiatique encore en devenir » – et le monde futur lui appartient.

D'autres sociologues parlent de « digital natives » ou de « génération Y ». Cette génération Y, si on utilise ce concept, est née entre 1978 et 1994. Elle est la génération la plus importante depuis celle du baby-boom. En France, elle regroupe environ 13 millions de personnes, soit près de 21 % de la population française (chiffres Insee), et elle représente le quart de la population parisienne (24,3 %). Si d'ores et déjà elle présente un profil culturel différent, qu'en sera-t-il alors de la génération suivante ?

Mon interrogation est simple. La succession des enquêtes des pratiques culturelles a montré la validité de l'approche générationnelle pour expliquer les mutations de ces pratiques : les changements apportés par une génération perdurent. Quel type de bibliothèques devons-nous alors construire ? Le professionnel ne peut manquer de se poser la question à l'observation des pratiques des générations les plus jeunes.

Les bibliothèques entre résistance et adaptation ?

Je ne peux manquer, à la lecture de cette enquête, de réfléchir aux futures bibliothèques qui sont en préfiguration, ou aux adaptations des établissements existants. Certes, le but de ces enquêtes n'est pas prospectif. Mais à quoi bon lire autant de tableaux statistiques et d'observations détaillées si je ne construis pas des schémas de développement, si je n'esquisse pas des plans pour demain ? Et, à la lecture de cette enquête, la bibliothèque de demain est largement à repenser. Certes, je ne prétends pas avoir des réponses absolues, ni même originales, et je n'ai pas le temps de les développer ici. Les nouvelles bibliothèques néerlandaises ou scandinaves,

le modèle de bibliothèque comme troisième lieu, la volonté d'associer les utilisateurs au fonctionnement de nos établissements, l'assouplissement des règlements, l'acceptation du monde des loisirs (cette fonction de loisirs figure pourtant dans la définition d'une

“Les comportements des publics réels l'emportent toujours sur ceux des publics idéaux et il faut partir de ce que les gens sont et non de ce qu'on souhaiterait qu'ils soient”

bibliothèque selon l'International Federation of Library Associations), la création d'espaces différenciés selon les usages, y compris avec des espaces chauds et d'autres froids, sont quelques-uns des éléments qui adaptent ou adapteront les bibliothèques aux nouveaux comportements culturels.

Ces aspects sont fortement débattus dans ces pages ou dans les grandes réunions de la profession, le congrès de l'Association des bibliothécaires de France en particulier. Soyons francs, ces propositions sont loin de faire l'unanimité dès qu'on rentre dans le fonctionnement quotidien de nos établissements. Il existe des postures de résistance qui, si elles ne s'expriment guère publiquement, font partie du vécu de la gestion des bibliothèques et des réseaux. On y entend alors que la bibliothèque serait un lieu de résistance face aux évolutions condamnables (et méprisables) du tout-culturel ou du tout-numérique, qu'on devrait y privilégier les valeurs de la vraie culture (qu'on se garde de citer nommément), et qu'enfin les évolutions citées plus

haut feront tomber les bibliothèques sous la coupe du libéralisme consumériste. Faut-il donc résister ou s'adapter ? Faut-il une bibliothèque en chène massif (et déserte) ou en roseau ?

Concrètement, ma réponse sera de faire la bibliothèque de la génération Y (il existe un projet en ce sens sur Paris) plutôt que de refaire celle de mes prédécesseurs.

Un bibliothécaire ne peut donc en rester à la théorie et à l'observation, il doit passer à la pratique et faire des choix. Mais, dans ce débat, il manque une donnée : une bibliothèque n'est pas une île, elle dépend d'une collectivité, laquelle peut et doit avoir une visée politique. La pratique est donc ancrée dans un territoire. Et le projet culturel d'une bibliothèque, financée sur l'agent public, n'est donc pas du seul ressort des bibliothécaires, mais met en jeu le politique. C'est à la collectivité, via les élus,

de définir ses fonctions et missions. Reste que, comme tout projet culturel, celui-ci résulte aussi de propositions concrètes apportées et mises en œuvre par des professionnels. Dans un environnement concurrentiel, où les finances publiques se rétrécissent, il vaut mieux, pour les bibliothécaires, être au fait des évolutions réelles de la société et de la culture.

Les pratiques culturelles des Français ont le bon sens de nous rappeler que les comportements des publics réels l'emportent toujours sur ceux des publics idéaux et qu'il faut partir de ce que les gens sont et non de ce qu'on souhaiterait qu'ils soient. Argument qui vaut autant pour soi, d'ailleurs.

Si le vœu du bibliothécaire est de développer la bibliothèque de demain, pas celle d'hier ou d'avant-hier, ces enquêtes et études sociologiques expliquent fortement le présent et apportent des matériaux pour le futur. À charge pour lui de les interpréter. ●

Septembre 2010